



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE
N° VI-AR-2023-0604

Accusé de réception en préfecture
091-219102233-20230203-VI-AR-2023DG04-AU
Date de télétransmission : 03/02/2023
Date de réception préfecture : 03/02/2023

OBJET : AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Le Maire de la Ville d'Etampes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2212-2,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles R 143-1 à R 143-47 (Décret n°2021-072 du 30 juin 21),

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles R 111-19 à R 111-19-3 relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public,

Considérant l'avis favorable émis par les membres de la Sous Commission Départementale de Sécurité et d'accessibilité qui s'est réunie le 28 janvier 22, dans le cadre de l'ouverture au public de la pharmacie au sein du groupement d'établissement CARREFOUR

Considérant l'avis favorable des membres de la Sous Commission Départementale pour la sécurité contre l'incendie et de panique qui s'est réunie le 27 janvier 2023 pour l'ouverture de l'établissement.

Considérant que lesdits rapports concluent à la conformité de l'établissement au regard du Code de la Construction et de l'Habitation et des arrêtés précités,

ARRETE

Article 1^{er} : La pharmacie du groupement d'établissement CARREFOUR classé dans le type M en 1ère catégorie situé Avenue Bonnevaux à Etampes sera ouvert au public à compter du lundi 30 janvier 2023.

Article 2 : Le bâtiment devra être tenu en conformité avec les dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, annexé au Code de la Construction et de l'Habitation.

Article 3 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à un permis de construire mais qui entraînent une modification de distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une déclaration préalable. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des

travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Sous-Préfet d'Étampes, publié au registre des actes administratifs et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Département de l'Essonne,
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal d'Etampes,
- Monsieur le Commissaire de Police d'Etampes
- Monsieur le Directeur du Groupement d'établissements CARREFOUR

Fait à Etampes, le 03 FEV. 2023

Franck MARLIN
Maire d'Etampes



Délais et voies de recours : Dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification, les destinataires du présent arrêté peuvent présenter un recours administratif auprès de l'autorité signataire ou de l'autorité hiérarchique ou saisir le tribunal administratif de Versailles - 56, avenue de Saint-Cloud - 78 011 Versailles d'un recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le : 06 FEV. 2023